



L'EQUIPE TYPE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS POLITIQUES - SPORTS - ECONOMIE - ENVIRONNEMENT - SANTÉ - ★ 77 420 81 30 ☎ - N°13 - DU 11 AU 18 DECEMBRE 2019

PRIX 100 F

SALON PREVENTICA

MAMADOU RACINE SY
VICE PRÉSIDENT DE LA CAISSE
DE SÉCURITÉ SOCIALE

ASSANE SOUMARÉ
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA
CAISSE DE SÉCURITÉ SOCIALE



LIRE DOSSIER PAGES 4-5-6

DAKAR, UN HUB DE SÉCURITÉ SOUS-REGIONALE

LA DIMENSION INTERNATIONALE DE PREVENTICA

ALAIN CHARLES BILIE BY NZÉ,
MINISTRE GABONAIS DES AFFAIRES ETRANGÈRES
«Le multilatéralisme
d'aujourd'hui a des problèmes»



PROJET DE LOI DE FINANCES 2020
**La crête de 6% de
croissance maintenue
depuis 2013**



JOURNÉE CHÉRIF SIDY
AHMED KHOUREYCHI
À SAINT LOUIS
**SERIGNE
MOUNTAKHA
BÉNIT LA DATE
DU 4 SEPTEMBRE**



CONGRÈS ORDINAIRE DU SYNDICAT NATIONAL DES AUXILIAIRES DU TRANSPORT

Révision et massification, les objectifs de Mme Mariama Diallo

Le Groupe Bolloré, DpWorld, Grimaldi, Necotrans, Dakar Terminal, CMA- CGM, CSTTAO, TOM, soit un total de plus de 10000 travailleurs du Snats, ont fait le choix de porter à leur tête, Mme Mariama Diallo. L'alternance générationnelle est ainsi consacrée puisque la nouvelle secrétaire générale succède à Mamadou Diop. Le Congrès ordinaire du Snats, a intronisé la secrétaire générale de l'Union démocratique des Travailleurs, ce samedi à l'Hôtel de Ville de Pikine, qui a fixé les grandes priorités de son mandat : la massification et la révision.

Partir de l'existant pour aller vers d'autres acquis dans un contexte marqué par un syndicalisme porté vers le dialogue social. Les biceps sont rangés dans les tiroirs, la rupture est consommée, vive la volonté affichée de part et d'autre de pérenniser l'entreprise sans laquelle, il n'y a point de travail donc point de revendications. Augustin Sène qui représentait le directeur des Ressources Humaines au Groupe Bolloré, abondera dans ce sens en soutenant que la lutte avait changé de méthodologie : « on en ménagera aucun effort dans la formation de nos employés. Nous finançons nos délégués dans leur formation pour grignoter des acquis sur le plan social. Nous appuyons le syndicat car le dialogue social est constructif, les syndicats sont devenus des forces de proposition. »

Mamadou Diop, le secrétaire général sortant est revenu sur la révision réclamée depuis les années 1956. Le projet a été remis sur la table en 1982. La révision qui est tripartite dort dans les tiroirs de l'administration, dira-t-il. Nous avons initié d'autres formes de lutte à savoir les accords d'établissement, cela a commencé à Dubai Port World en 2011-2012, cela a fait tache d'huile à Bolloré et à Dakar Terminal. Ces accords ont au moins permis de régler certains aspects. »

Enfin, Mme Mariama Diallo, a réitéré son engagement à faire réviser la convention devenue obsolète c'est-à-dire ante indépendance. La révision prendra en compte les nouveaux métiers et les Ntacs. Cela nécessite forcément une réadaptation, précisera-t-elle avant d'ajouter : « j'espère que

les employeurs saisiront l'occasion pour régler certaines questions liées aux augmentations de salaires et aux conditions de travail pour un dialogue inclusif. »

La nouvelle chef de file du Snats, renseignera également que les accords d'établissements concernent les multinationales qui font de la sous-traitance et qui doivent être réglés. L'avenir du travail fait l'objet d'études au niveau de l'Oit, du Bit et de l'Itf. C'est dire que l'adaptation s'impose au regard des métiers qui disparaissent et d'autres qui apparaissent.



A noter enfin que l'organisation de ce congrès, le 8^{ème} du genre traduit une volonté clairement réaffirmée de

donner la parole à la base, un signe de vitalité et surtout de démocratie.

MOHAMED GUEYE

FORUM DES DOUANIERS DE L'ESPACE UEMOA

A propos de Libre Circulation



L'Union Economique Monétaire Ouest Africaine a mis en place plusieurs formes de facilités destinées à favoriser l'intégration économique notamment

- la libre circulation des biens
- la libre circulation des capitaux
- la libre circulation des personnes
- la libre circulation des services,

des droits d'établissements des professions libérales. Les professions libérales à l'image des médecins peuvent s'établir dans l'espace sous régional. Le principe de la libre prestation permet à un avocat malien de plaider au Sénégal alors que le droit d'établissement suppose l'implantation, l'exercice et l'inscription dans l'ordre pour les médecins, les pharmaciens, les chirurgiens dentistes. Sont également concernés par le droit d'établissement les experts comptables agréés, les architectes et les docteurs vétérinaires. Il s'agit de 7

professions libérales susceptibles d'être exercés dans l'espace Uemoa par les ressortissants des 8 pays membres.

La libre circulation des biens : en 1996, l'acte additionnel No 0496, sur la taxe préférentielle communautaire dont l'objectif est de mettre en place la dite taxe pour les produits Made in Uemoa. Depuis cette date, les produits du cru peuvent circuler librement sans paiements de droits de douanes. La réforme concerne les produits industriels avec le protocole additionnel No 3-2001 qui a institué les règles d'origine de l'Uemoa. Un produit originaire remplit 3 critères

- produits entièrement obtenus dont 60% de matière première d'origine Uemoa
- le critère de la valeur ajoutée, les produits avec une valeur ajoutée de 30% d'origine Uemoa
- le changement de position tari-

faire, c'est plus technique puisque l'objectif est de savoir que le produit final issu du processus de production doit être différent des matières premières utilisées pour leur fabrication. Jusqu'en 2003, l'Uemoa, accordait l'agrément ou la reconnaissance communautaire, les Etats sont responsabilisés avec le slogan « occupez vous de l'octroi de l'agrément. » Le dit agrément est accordé par la Direction de l'Industrie après avis favorable de la Douane. Entre temps, l'Uemoa vérifie si les dispositions sont conformes ou non afin de valider suivi de notification officielle. Le produit est alors exporté mais au préalable, il faut un certificat d'origine qui prouve l'origine.

La certification d'origine est délivrée après délibération par la Chambre de Commerce et la Direction de l'Industrie. Les produits exonérés de certification d'origine sont les produits agricoles, artisanaux et animaux.

Vis-à-vis de l'extérieur, il y a le tarif extérieur commun qui est de 20% pour tous. Ensuite, il y a les 30%, 35% de droits de douanes. D'autres taxes existent et sont reconnues car étant inscrites. Le Tarif extérieur commun comprend : les droits de douanes, la redevance statistique, les prélèvements communautaires qui iront à la Cedeao (0,5%) à l'Uemoa (0,8%). La redevance va aux Etats. Les prélèvements communautaires vont à la Cedeao et à l'Uemoa. Les prélèvements communautaires de solidarité vont à l'Uemoa. Les prélèvements communautaires vont à la Cedeao.

MOUSTAPHA SOW

L'EQUIPE TYPE

Hebdomadaire d'informations Sports - Economie
Politique - Environnement - Santé
Nord Foire - Yoff Extension - Tel : 77 420 81 30 -
Email : lequipetype0@gmail.com

Directeur de Publication

Ibrahima Diop Tel 774208130

Rédacteur en Chef Cheikh T. Mbengue

Réalisation graphique : Barou

Photographe Georges Yamaego

Rédaction : Ibrahima DIOP, Cheikh T. MBENGUE, Bocar S. NDIAYE, Abdou WALLOU, Papa GUEYE, Moustapha SOW

Impression : Africome

Distribution : ADP

ALAIN CHARLES BILIE BY NZÉ, MINISTRE GABONAIS DES AFFAIRES ETRANGÈRES

«Le multilatéralisme d’aujourd’hui a des problèmes»

Le Gabon, continue d’impulser la diplomatie africaine et ce depuis les Indépendances. Libreville de par sa position a souvent été le théâtre de grandes kermesses africaines. Des hommes et des femmes émérites ont permis à ce pays de se faire entendre sur la scène internationale mais aussi d’impulser de grandes réformes dans les organisations régionales et continentales. Ecouter le patron de la diplomatie gabonaise n’est rien d’autre que le prolongement d’une diplomatie sage, pugnace et au service des masses africaines. Venu prendre part au forum sur la paix et sécurité en Afrique, Alain Charles Bilie By Nzé, revient sur le thème développé durant ce conclave de 48 heures.

Le multilatéralisme aujourd’hui toute la communauté internationale toute entière s’accorde à dire qu’il y a des problèmes. De grandes nations ou de grandes puissances se retirent des instances internationales autour desquelles se réglaient les grandes questions commerciales, économiques de paix et de sécurité. Certaines quittent ou réduisent leur contribution. Certaines organisations comme l’Union Européenne tendent à prendre le pas. C’est dire que le multilatéralisme est en difficultés et il n’y a pas d’autres options et nous sommes contraints de nous entendre de nous accorder c’est pourquoi

le multilatéralisme doit être réformé et c’est la position des africains. Il faut absolument réformer le Conseil de Sécurité des Nations Unies qui doit être plus démocratique et mieux refléter les Etats, les pays, la démographie. Il y a une évolution dans le monde entier et on ne peut pas continuer à gérer le monde du 21^{ème} siècle tel qu’il était au sortir de la seconde guerre mondiale. Il est bien que l’Afrique ait sa voie surtout lorsque les crises surviennent. On ne veut plus vivre la situation de la Libye qui a été gérée sans l’Afrique et nous voulons qu’elle soit entendue comme c’est le cas des Etats du Sahel. Donc il faut ré-



former la gouvernance mondiale pour démocratiser les organisations dont l’Onu et trouver une place à l’Afrique au niveau des membres permanents du Conseil de Sécurité. »
Et le patron de la diplomatie gabonaise de poursuivre : « le forum est une excellente initiative et c’est la deuxième fois que nous y participons. La sécurité est collective, elle sera africaine ou elle ne le sera pas. Les enjeux

sont africains et même si le Gabon n’est pas touché ; il n’y a pas de raison que notre pays ne se tienne pas prêt. Nous essayons donc de profiter de l’expérience, de l’expertise des pays touchés c’est dire l’adaptation, l’anticipation sont des maîtres mots que nous tirons de ce forum et pour lequel, nous avons apporté une modeste contribution. »
ABDOU WALLOU

GÉNÉRAL DE DIVISION RAKOTONIRINA JEAN LÉON RICHARD, MINISTRE DE LA DÉFENSE DE MADAGASCAR AU FORUM DE DAKAR

«La Sécurité maritime est une priorité en tant que pays insulaire»

Venu représenter son pays, Général de Division et néanmoins ministre de la Défense, Rakotonirina Jean Léon Richard, est forcément dans son domaine lorsqu’il faut parler sécurité et défense. La tenue du 6^{ème} forum de la paix et sécurité en Afrique a été le prétexte pour évoquer les menaces qui pèsent sur le continent.

ENJEUX DE CE FORUM PAIX ET SECURITE EN AFRIQUE

Les grandes lignes ont été évoquées par le Président de la République du Sénégal Macky Sall à l’ouverture et il s’agit de réfléchir sur le multilatéralisme pour surmonter tous les handicaps majeurs et trouver les possibilités en termes de paix et de sécurité sur le continent et sur la région de l’Océan Indien.

RIPOSTE MILITAIRE GLOBALE OU CAS PAR CAS

Comme cela a été évoqué tout à l’heure, il y a une mutation des menaces, la réponse militaire est déjà appliquée sur le terrain, en sus de la diriger vers la résilience communautaire et la résilience des forces de défense de sécurité. Il faut donc une approche globale, transversale et la cohésion de tous les Etats pour apporter des solutions de sécurité durable sur le continent. Naturellement cela passe par la solidarité des Etats par la communion des peuples pour faire face à ce genre de menaces qui sont de nature à nuire aux populations.

MADAGASCAR, MENACES MARITIMES

De par sa position géographique, Madagascar est un Etat insulaire, nous sommes assez excentrés par rapport à ce qui se passe en Afrique de l’Ouest étant donné que ce ne sont pas les mêmes préoccupations. Mais on ne peut pas se permettre de nager dans la permissivité, on garde à l’esprit le concept de l’anticipation. La sécurité maritime de la région est de la responsabilité de tous ces pays mitoyens en se donnant la main et en partageant les informations pour éventuellement au cas où des menaces, des aléas pourraient survenir dans cette zone.

MULTILATÉRALISME COMME THÈME DE CE FORUM

Le multilatéralisme nous ramène à la cohésion de tous les Etats dans de grands regroupements, régionaux, dans de grandes organisations internationales. Nous sommes tous membres des Nations Unies et ce multilatéralisme peut être le creuset de réflexions pour surmonter tous les handicaps majeurs qui peuvent impacter sur la sécurité globale et la sécurité individuelle de chaque nation.

Le bilatéralisme, en termes de gestion de sécurité, c’est une juxtaposition des forces développées qui n’est pas tout à fait une issue favorable dans le traitement de ces menaces.

PART DU BUDGET NATIONAL CONSACRÉ À LA DÉFENSE

C’est une affectation d’une part de ce Pib à la défense, ce serait un des principaux vecteurs de la sécurité dans chaque Etat. A Madagascar, nous



n’avons pas les préoccupations que l’on pourrait connaître sur le continent. Nous, principalement nous essayons de pourvoir aux dépenses sociales et nécessaires pour la consolidation de la paix et de la sécurité nationale car étant un pré requis pour les politiques de développement.

ARSENAL DE DÉFENSE DE MADAGASCAR PLUS MARITIME QUE TERRESTRE

C’est un pays insulaire, il est tout à fait normal et cohérent d’entamer de premières acquisitions vertueuses en termes de capacité maritime par cette montée en puissance de sa marine. Il est tout à fait normal avec 5500 kms de côtes, 1 million de km de zone économique exclusive protéger ses ressources halieutiques de faire face à la porosité de ses frontières.

La sécurité maritime, c’est une priorité, nous avons avec les pays voisins nous avons la responsabilité commune de préserver la sécurité dans l’Océan Indien.

BOCAR SY NDIAYE

MAMADOU RACINE SY, VICE PRÉSIDENT DE LA CAISSE DE SÉCURITÉ SOCIALE

«Préventica consacre Dakar comme hub sous régional de prévention et de sécurité»

A la Caisse de Sécurité Sociale, la présidence est tournante et à la faveur de la rotation, le patronat a cédé le fauteuil au syndicat. Mamadou Racine Sy, le vice-président de la Css, qui visitait les stands, a eu du mal à se frayer un chemin au regard des sollicitations multiples auxquelles, il a du faire face. Des corporations et autres groupements féminins à la vue de ce dernier ont pu exposer leurs problèmes ceux là qui baignent encore dans l'informel et qui rêvent et qui ne demandent qu'à y sortir. Pour autant, Préventica 2, lui a permis de délivrer un message à l'endroit des acteurs invités à mutualiser leurs énergies pour faire face aux risques devenus hélas, plus nombreux et de divers ordres.



Appréciant la tenue de ce salon, le vice président de la Caisse de Sécurité Sociale arguera : « je me réjouis de ce salon d'autant plus qu'il connaît de plus en plus d'ampleur et qu'il est devenu un rendez vous incontournable pour ceux qui ont comme souci, la prévention des risques professionnels de toutes sortes. Et aujourd'hui, notre pays est en train d'expérimenter de nouvelles

industries dans le gaz et le pétrole ce qui veut dire qu'on a une opportunité à saisir pour prévenir et former les gens par rapport à un certain nombre de risques environnementaux, sociaux et humains liés à ce genre d'industries. Préventica c'est aussi le rendez vous du donner et du recevoir car au-delà des structures qui sont chargées de la prévention, des artisans encouragés par le Directeur général, Assane Sou-

maré, ont pris part à ce salon. Assane Soumaré, de par sa ténacité a su organiser ce salon, ce qui n'est à proprement parler une chose aisée en compagnie d'Eric Dejean-Servières qui sont les artisans du succès de cet événement qui a aussi mobilisé les autorités de la Caisse de Sécurité Sociale. Ca montre que nous œuvrons dans la même direction et que nos préoccupations sont communes.»

Poursuivant son argumentaire, le président Mamadou Racine Sy, ajoutera : « de grandes structures industrielles ont participé à cet événement et on prépare l'édition de 2021 qui on l'espère se passera encore à Dakar. De ce point de vue, on peut parler du rendez vous de Dakar, il faudra prendre date en l'espèce et nous nous en réjouissons fortement car la vocation de la Caisse de Sécurité Sociale, au-delà de la protection maternelle et infantile, du versement des prestations et des allocations familiales, a un rôle à jouer dans la prévention et le contrôle pour voir si les entreprises respectent les normes de sécurité au travail. Au-delà de la prise en charge des accidents dont il faut saluer la présence no-

tamment ceux venus de la Côte d'Ivoire ; ceci montre que ça préoccupe ceux qui travaillent et ceux qui sont victimes. Ceci est formateur quand ils viennent rencontrer leurs homologues sénégalais et je dois dire toute ma satisfaction et surtout insister auprès du Directeur Assane Soumaré de ne pas l'arrêter mais plutôt de l'allonger dans la durée de sorte à permettre à tout un chacun de s'inspirer de ce qui se passe ici. Encore une fois, je vous félicite et je rendrai compte fidèlement au Conseil d'Administration.»

Clôture son speech, Mamadou Racine Sy, dira : « cet événement consacre le rôle de Dakar, comme hub sous régional de sécurité et de prévention. Bien entendu, il faudra renforcer ce rôle, ne pas dormir sur nos lauriers et redoubler d'efforts en impliquant les autres structures en améliorant la communication et la sensibilisation. C'est aussi une bonne chose pour nos forces de sécurité et je viens de voir une boule qui éteint le feu comme quoi on apprend toujours des autres, or Préventica permet de se mettre aux normes.

PASCAL MOREAU, EXPERT MADICOB

«Préventica a gagné en qualité»



Et de deux pour la société Madicob, représenté par son directeur Pascal Moreau. Qui de mieux indiqué pour soutenir que ce salon se professionnalise de plus en plus au point d'être un rendez vous plus que prisé par les professionnels

du secteur de la sécurité et de la prévention des risques ?

Bilan des deux éditions : «en tant membre précurseur ayant vécu la première expérience, j'ai pu constater que la demande était plutôt faible en 2017. Deux années après, on a vu que la demande de participation a augmenté en quantité et en qualité. Cela veut dire que l'entreprise présente exprime bien son besoin et en venant à Préventica, elle s'en rend compte.»

Sur les produits mis sur le marché, Pascal Moreau renseigne : «nous sommes dans la sécurité incendie, les dangers du désenfumage. Le désenfumage c'est le fait d'évacuer les fumées et les gaz chauds afin d'éviter l'intoxication des personnes et stopper leur propagation. En d'autres termes, les mesures prises facilitent l'intervention des secours extérieurs avec les Sapeurs Pompiers par exemple.»

ODETTE MALKOUN, RESPONSABLE COMMERCIAL MILESTONE SYSTEMES

«Nous disposons de caméras thermiques pour mesurer la température des installations pétrolières et gazières»

Milestone Systèmes est une entreprise qui fabrique des logiciels de vidéo surveillance. Pour sa première participation, Odette Malkoun, la responsable commerciale a évoqué les attentes de son groupe à la fin du salon Préventica non sans revenir sur leur expertise surtout après leur rachat par la multinationale Canon.

Expliquant les matériaux proposés, la responsable de Milestone : «nous nous intéressons aux compagnies locales souhaitent disposer de vidéo surveillance installées dans les lieux publics et privés. L'une des fonctions de ce logiciel est d'être une plateforme ouverte c'est-à-dire qu'on peut créer des intégrations avec d'autres systèmes comme le contrôle d'accès, l'intrusion, l'alarme incendie et l'analyse de vidéo. Nous pouvons répondre à plusieurs besoins des clients dans la sécurité et au-delà de la sécurité. Notre entreprise a été rachetée par CANON il y a de cela 6 années.

Parlant de sa présence à Dakar, Odette Malkoun ajoute : « nous espérons avoir de la visibilité dans le marché et donc transmettre notre technologie innovante et notre savoir faire aux entreprises locales. Nous avons aussi de l'expertise dans la sécurité des plateformes notamment pétrolières et nous pouvons assurer la sécurité des installations, du personnel et surtout en mesurant la température des pipelines, des oléoducs et des gazoducs. Nous disposons de caméras thermiques pour mesurer la température des ces installations. Ensuite, il y a le personnel qui sera pris en compte dans le cadre de la prévention par rapport aux zones interdites.

ASSANE SOUMARÉ, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CAISSE DE SÉCURITÉ SOCIALE AU SALON DE PRÉVENTICA «Préventica permet de vulgariser la culture de la prévention»

En ouvrant les travaux en compagnie du ministre du Travail, du Dialogue Social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions, Mademba sock, Président du Conseil d'Administration de la Caisse de sécurité Sociale a bien fait de donner le ton en justifiant la tenue de salon destinée à promouvoir et à améliorer les conditions de travail dans les entreprises toutes choses qui militent pour la productivité du travail et la compétitivité de ces dernières. Le Sénégal qui subit à l'égard des autres pays des transformations sur les activités sectorielles et des menaces de toutes formes se doit de mettre en œuvre des politiques et programmes efficients orientés spécifiquement sur la sécurité et la santé au travail. De tels salons à Paris, Lyon, Toulouse, Casablanca, Lille ou ailleurs ont l'intérêt et présentent l'avantage d'échanger sur les nouvelles formes de prévention et de gestion de risques de tous ordres. L'acte 2 de Préventica a consacré le thème : « la problématique de la maîtrise globale des risques ».

Passée la première édition, de nombreux enseignements ont été tirés sur le plan organisationnel pour une montée en puissance attendue par les acteurs. Préventica, a permis à travers un partenariat dynamique, de doter notre pays et l'Afrique Subsaharienne, d'un événement de dimension internationale dédiée à la maîtrise globale des risques, dira, Assane Soumaré, le directeur général de la Caisse de Sécurité Sociale. Une dimension internationale recon nue sinon comment expliquer les présences de pays d'Afrique, d'Europe,

d'Amérique et d'Asie ? La mise en place du réseau francophone permet de partager et de mobiliser toute l'expertise disponible en matière de prévention des risques professionnels. C'est également tout le sens de l'appropriation par l'Interafricaine de la Prévention des Risques Professionnels dans un contexte d'enrichissement et de mutualisation de nos politiques, stratégies et méthodes d'intervention, ajoutera le directeur général de la Caisse de Sécurité Sociale.

Assane Soumaré, poursuivra en arguant : « cette deuxième édition de



Préventica Dakar, permettra de passer en revue les problématiques liées à la maîtrise globale des risques dans nos différents pays, échanger les expériences, harmoniser les pratiques en matière de prévention des risques professionnels mais surtout disposer et vulgariser la culture de la prévention dans les espaces de travail. La phase 2 du Plan Sénégal Emergent, consacrant in fine l'amélioration de la compétiti-

vité des entreprises par l'optimisation des facteurs de production générateurs de croissance, se pose avec acuité l'exposition accrue de nos entreprises aux risques liés au travail mais également la mobilité dans le domaine des transports qui demeure accidentogène. Enfin, Assane Soumaré a salué le travail remarquable des comités stratégiques, de pilotage, scientifique et d'organisation.

AWA SARR, PRÉSIDENTE LASER INTERNATIONAL, AU SALON PRÉVENTICA «Célébrer cette journée pour rendre hommage aux 300 victimes d'accidents»

Année 2020 déclarée année de sécurité routière au Sénégal par le Président de la République, Macky Sall, que faut t-il y attendre sinon davantage de sensibilisation et d'information au regard du nombre de blessés constatés sur les routes ? Qualifiée de fléau des temps modernes la sécurité routière sera érigée en priorité d'ici une décennie par les Nations Unies puisque 1,3 millions de morts succombent sur les différentes routes du Sénégal et d'ailleurs. Awa Sarr, présidente de Laser International évoque le sens de la journée dédiée aux victimes de la route. Le thème de cette journée étant « la vie n'est pas une pièce détachée de voiture. »

Aux yeux de la présidente de Laser International, cette journée a été initiée par l'Association britannique Fevr au point de voir les Nations Unies se l'approprier en date du 26 octobre 2005. D'autres associations ont emboité le pas au point de s'y inviter notamment les Associations des victimes, la Voie des Enfants, Handicap Membre, Anpahv et l'ensemble des acteurs. Célébrer cette journée revient à rendre hommage aux 300 victimes annuelles, aux familles endeuillées et aux orphelins ou orphelines. Laser International, reconnaît également par la voix de la présidente, la responsabilité des acteurs. Sur la base de cela, cette journée tend à sensibiliser ou conscientiser sur les dangers de l'accident ou de l'après accident.

Mme Awa Sarr, poursuivra en sou-

lignant que selon, l'Organisation Mondiale de la Santé, 85% des familles de survivants connaissent une dégradation importante de leur qualité de vie pour un coût annuel estimé entre 1,5 et 2,5% du Pnb au Sénégal.

Parlant des enjeux, Mme Awa Sarr, le slogan de la commémoration mondiale du souvenir des victimes, a trait au 3^{ème} pilier de la décennie mondiale d'actions, des véhicules plus surs. Il concorde avec le thème général de la 3^{ème} Conférence ministérielle mondiale sur la sécurité qui va se tenir en février 2020 avec toutes les nations engagées dans cette lutte mondiale.

L'occasion de pointer du doigt les modes de transport routiers en usage, les maladies mortelles liées à la pollution, lancer un appel solennel aux usagers de la route et de recommander



plus de civisme sur les routes compte tenu des infrastructures de dernière génération mises à la disposition des populations. Il est vrai, l'impact est réel en termes de soins, de rééducation, de prise en charge afin d'apporter une réponse adéquate.

Laser International, intervient en 20 ans d'existence, dans le domaine de l'insécurité routière à travers des actions et programmes en droite ligne des orientations gouvernementales et du Plan National de Sécurité Routière,

des résolutions mondiales et recommandations de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (Uemoa), des Nations Unies et de l'Organisation Mondiale de la Santé. L'organisation en charge de la sensibilisation sur la sécurité routière, intervient aussi dans les programmes : programme GHVI Sénégal, le Casque de Sécurité, un Plus pour la Vie, les forums régionaux de la sécurité routière, le festival mondial du film de sécurité routière, le programme Safe Routes to School.

ERIC DEJEAN-SERVIÈRES, COMMISSAIRE INTERNATIONAL PRÉVENTICA

«Préventica est un condensé d'informations et de formation sur la maîtrise des risques»

Véritable cheville ouvrière de ce Salon, Eric Dejean-Servières ne pouvait que manifester sa joie au sortir de ce rendez vous biennuel. Si auparavant certaines entreprises prenaient part à ce salon sans véritablement mesurer les enjeux, les voilà désormais rassurées avec la présence de professionnels aguerris et rompus à la tâche. Le monde actuel ne peut se concevoir sans un minimum de sécurité et de sureté et de ce point de vue, Préventica offre une vitrine aux entreprises existantes en matière de prévention des risques aussi bien professionnels que collectifs. Preuve de l'impact crée auprès des acteurs, le nombre d'entreprises exposant est passé de 110 à 150 entre la première et la seconde édition.

Sur le sens de ce salon Préventica, Eric Dejean-Servières renseigne : « c'est le rendez vous international pour la prévention des risques en Afrique. C'est un rendez vous de 3 jours qui permet à tous les acteurs économiques de se rencontrer et d'évoquer des questions de prévention et de sécurité. En injectant de la prévention dans l'économie cela permet d'avoir une économie plus forte et plus pérenne. Quand on parle de prévention ça aide pour les accidents et au-delà à sauver des vies. Lorsque l'entreprise perd ses membres ça freine et ça bloque le fonctionnement ; c'est le cas avec le chef de chantier, le responsable de l'exploitation... Préventica a donc pour vocation de faire avancer la culture de la prévention en Afrique. C'est la Caisse de Sécurité Sociale qui nous a demandé de l'aider à organiser cet événement. La Caisse de Sécurité Sociale s'occupe au quotidien de la prévention des risques. Donc c'est un ac-

celérateur pour sensibiliser les entreprises durant ces 3 jours au cours desquels, plus de 3 à 4000 personnes viennent visiter les stands, demandent des informations, assistent à des panels, des conférences et nouent des contacts. C'est beaucoup et nous nous en félicitons. Préventica, c'est donc un condensé d'informations et de formation sur la maîtrise des risques. »

Préventica en Afrique : « il y a le Salon au Maroc et au Sénégal. Ailleurs, il y a celui de la France. Au Sénégal, Préventica est biennal.

Le pourquoi de la prévention des risques : « le champ est plus large et porte sur la santé au travail, la sécurité, la sécurité routière, l'incendie, les risques industriels, la sécurité contre les actes de malveillance. C'est le cas notamment lorsque vous pénétrez dans cet hôtel ou ailleurs pour filtrer les visiteurs. Dans une banque, il y a des vérifications sur les clients qui font des opérations...

Cas du Sénégal : « par rapport aux



autres pays d'Afrique, on constate qu'il y a beaucoup plus d'accidents et à propos de la sécurité routière, le ministre disait que certains accidents pouvaient être évités du fait de la non limitation des vitesses et autres actes liés aux comportements des chauffeurs. Plusieurs entreprises s'occupent de prévention notamment Eiffage. Il faut qu'on apprenne à rouler tranquillement car il y va de notre responsabilité en tant que structure d'autoroute. »

Engouement autour du salon : « le nombre de participants est passé de

110 à 150 entreprises c'est-à-dire qu'entre la première et la seconde édition, il y a eu une grande évolution dans le bon sens. Les avancées sont positives avec la présence d'entreprises danoises, françaises, marocaines, italiennes, américaines, allemandes, indiennes et autrichiennes. En outre, organiser Préventica au Sénégal, permet d'accueillir des délégations africaines notamment du Togo, du Mali, du Gabon, de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, représentées par leurs directeurs de Caisse de Sécurité Sociale. »

GÉRARD SÉNAC, PDT EIFFAGE SÉNÉGAL RECEVANT LE PRIX PRÉVENTICA

«Soyez vigilants ; roulez en toute sécurité»

Enième prix pour l'entrepreneur, Gérard Sénac, en charge de l'autoroute de l'Avenir. Le rendez-vous de la sécurité en général et routière en particulier, domaine dans lequel, exerce Eiffage, ne pouvait se concevoir sans la participation du groupe français. Gérard Sénac a dans le foulée, reçu le Prix Préventica.

Pour la première journée, je vais vous dire deux choses car pour moi, Préventica a été un déclic puisqu'il y a quelques temps je ne savais pas ce que ça voulait dire. Et lorsque mes collaboratrices m'ont dit il faut être présent, Mr Sénac, je me suis dit qu'elles en savaient plus que moi. Comme je leur fais confiance, je suis heureux accompagné de mes collaboratrices et de toutes les championnes Eiffage. C'est vraiment un honneur d'avoir reçu ce prix et j'ai été agréablement surpris du nombre de partenaires et de l'organisation autour du Directeur Général (Assane Soumaré). J'avoue que vous m'avez ému lors de votre discours car vous avez donné un signal fort aux entreprises

et nous avons besoin sur ce continent que j'adore, le Sénégal en particulier, de compétences de les monter en compétences. Tous nos éléments qui travaillent avec nous sous ce capital humain, on a besoin de faire mieux pour eux et pour le pays.

Recevant ce prix, Gérard Sénac, ajoutera : « je suis accompagné de ma directrice de Qhse et de toutes les équipes de l'Autoroute de l'Avenir sans le capital humain, nous n'en serions où nous sommes sans ce capital humain qui est très important. Ce capital humain pour que cette entreprise réussisse, elle a besoin d'un personnel en forme, en bon état de santé en toute sécurité. Il faut essayer de diminuer tous les accidents du travail.



Quant aux accidents sur les routes et les autoroutes, il y a des salariés de l'entreprise qui travaillent sur les routes et les autoroutes pour la sécurité des usagers. C'est un clin d'œil à

ces personnes : soyez vigilants, roulez en toute sécurité ! Faites attention ! Des personnes qui sont sur les autoroutes sont là pour vous aider pour votre sécurité, il faut les respecter. »

PROJET DE LOI DE FINANCES 2020

La crête de 6,6% de croissance maintenue depuis 2013

2020 année phare dans la poursuite et la mise en œuvre de la Phase 2 du Plan Sénégal Emergent, qui couvre la période 2019-2023 et adossé aux Objectifs de Développement Durable et à l'Agenda 2063 de l'Union Africaine. Si la croissance mondiale tournera autour de 3,4%, le Sénégal maintiendra son taux de croissance à 6,6% malgré le contexte économique mondial marqué par les tensions commerciales qui opposent les 2 premières puissances du globe, Etats Unis et Chine ayant impacté sérieusement les droits de douanes, le commerce et l'investissement. Pour l'exercice 2020, le gouvernement table sur un taux de croissance parfaitement dans ses cordes de 6,8%. Une croissance largement tirée par le dynamisme du secteur primaire (7,7%) secondaire (5,9%) et tertiaire (6,2%), celui des services. Le projet de loi des finances de l'exercice est arrêté à 4215, 15 milliards F en 2020 contre 4071 milliards en 2019 soit une hausse de 143, 38 milliards F en valeur absolue et 3,5 % en valeur relative. La grande nouveauté c'est la mise en place du Projet Annuel de Performance.

L'exercice 2020 qui s'ouvre sera marqué par un maintien de la consommation finale à 82,9% du Pib contre 83,3% en 2018. L'investissement augmentera d'un point passant de 25,1% en 2018 à 26,6% en 2019. Le taux d'inflation restant mesuré à 3% du fait des critères de convergence fixés par l'Uemoa. Il est aussi prévu une hausse des exportations et des importations de biens et services de 6,3% à 10,5%. Pour les échanges extérieurs, le déficit du compte courant continuera à se creuser pour s'établir à 1211 milliards F contre 1158 milliards F. S'agissant de la gestion des finances publiques, la gestion budgétaire sera marquée par le renforcement des recouvrements à la faveur de l'élargissement progressif de l'assiette fiscale et du renforcement du fonctionnement ainsi que la priorisation des dépenses d'investissement. In

fine, le déficit budgétaire, dons compris, est attendu à 534 milliards soit 3,7% du Pib en fin 2019 contre 477,5 milliards soit 3,7% du Pib en 2018. L'Etat espère une hausse de ses ressources de 2455 milliards en 2018 à 2832,9 milliard qui proviennent des recettes budgétaires pour un montant de 2561 milliards et de dons extérieurs 271 milliards. La pression fiscale au titre de 2019 ressortirait à 17,4% du Pib contre 15,3% l'année précédente. Les dépenses publiques continueront de grimper passant de 2902 milliards en 2018 à 3367 milliards soit un accroissement de 464, 1 milliards. L'encours de la dette publique passerait de 7137, 4 milliards en 2018 à 7339 milliards soit un accroissement de 2,8%. Le ratio de l'encours de la dette publique par rapport au Pib devrait se situer à 54 % en 2019 contre 52, 5 % en 2018 soit une hausse de près de 2 points. La



norme de l'Uemoa au regard des critères de convergence est de 70%. Le projet de loi de finances (PLF) en tant que tel, est un document de portée historique car c'est le premier qui applique totalement les principes de la loi organique 2011-15 du 8 juillet 2011. Après deux réformes majeures, l'architecture budgétaire intègre les budgets programmes et la déconcentration de l'ordonnancement. En pareil cas, chaque Ministre sera ordonnateur principal des dépenses de son département. La responsabilité du ministre se trouvera du coup renforcée et ses prérogatives accrues dans la gestion opérationnelle de ses crédits. Les ressources publiques vont être allouées

à des politiques sectorielles (programmes budgétaires). A ces programmes seront assignés des objectifs précis et des résultats attendus mesurés par des indicateurs de performances. Mieux, chaque programme fera l'objet d'un indicateur annuel de performance (Pap). Il appartiendra à chaque ministre de s'engager devant les députés sur des objectifs précis en contrepartie desquels lui sont alloués des crédits. Le maintien du taux de croissance économique pourra s'appuyer sur les ressources internes avec la mise en place d'une stratégie de recettes à moyen terme visant à porter le taux de pression fiscale à 20% d'ici 2022. La monnaie unique qui devrait entrer en vigueur en 2020 a été laissée à l'appréciation de la Banque Centrale avec la mission d'évaluer la possibilité d'adopter l'Eco à l'horizon 2020.

Enfin, l'Accord de Libre Echange Continental (Zleca) qui sera effectif en juillet 2020 laisse libre cours à des interrogations relativement aux entreprises nationales à faire face à la concurrence. De ce point Abdoulaye Daouda Diallo, l'Argentier de l'Etat a soutenu qu'elles seront aidées à davantage se formaliser.

IBRAHIMA DIOP

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'EQUIPEMENT RURAL

152 Milliards prévus pour 2020

Pour 2020, le Ministère de l'Agriculture et de l'Equipe- ment rural recevra une enveloppe de 152.044.525. 199 F et des autorisations d'engagements d'un montant de 519.336.402.981 F. Les programmes prévus sont Programme 1 : Sécurisation de la Base productive et Développement des Infrastructures rurales. Programme 2 : Augmentation de la Production, Diversification et Valorisation des Produits agricoles Programme 3 : Accompagnements à la Production (Financement, Recherche, Formation agricole et Appui conseil) Programme 4 : Pilotage, Gestion, Coordination administrative Moussa Baldé, a décliné les 4 grands axes de la politique agricole qui s'articulent autour de l'augmentation de la production et de la productivité agricole, la diversification des spéculations et systèmes de pro-

ductions agricoles, le renforcement des services agricoles et l'amélioration de al gouvernance du secteur. Revenant sur les acquis du département, Moussa Baldé a mis en exergue le Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (Pracas) pour l'exercice 2018-2019 qui a permis d'avoir une bonne qualité de semences cédées aux producteurs, l'engrais a été bien subventionné, les surfaces cultivées ont connu une hausse ainsi que les productions céréalières et horticoles. En termes de chiffres, les productions ont connu une augmentation de 22,33% passant de 621.640 tonnes en 2017-2018 à 760.464tonnes en 2018-2019. En outre le secteur horticole connaît une véritable embellie avec une production de 1.446.360 tonnes soit une hausse de 9%. Les exportations ont permis au Sénégal de revenir en force avec 122.3148 tonnes

contre 106.200 tonnes l'année précédente. Le ministre de l'Agriculture a évoqué la culture du coton qui à ses yeux est en pleine relance du fait du retard des pluies avec l'interprofession cotonnière de l'Uemoa. La filière tomate vit des moments difficiles dans le Walo alors que le prix stagne. La filière mangue résiste malgré les menaces qui pèsent sur le secteur avec la mouche dite bactroceraïnavades. La quête de l'autosuffisance alimentaire en riz se poursuit tant bien que mal et l'espoir est permis, a t- il souligné. Enfin, le programme de modernisation qui prévoyait la mise à disposition aux acteurs de 1000 tracteurs est largement dépassé puisque à ce jour, 1500 engins circulent librement.

ABDOU WALLOU

ERRATUM

Dans notre dernier numéro (No 12) : nous avons écrit en page 5 «Avec 150 millions de dollars investis dans la lutte la poliomyélite vaincue grâce au Rotary» Il fallait lire 1,9 milliard de dollars.

DONT ACTE

JOURNÉE CHÉRIF SIDY AHMED KHOUREYCHI CÉLÉBRÉE À SAINT LOUIS

SERIGNE MOUNTAKHA BÉNIT

LA DATE DU 4 SEPTEMBRE

C'est à Mboul Kael, fief de retraite de Serigne Mountakha Mbacké, Khalife Général des Mourides que la famille Chérif Sidy Ahmed Khoureychi, a reçu la délégation conduite par le vice Khalife Cheikh Konaré Diagne. Ce dernier représentait le Khalife El Hadj Saliou Diagne. Au cours de l'entrevue, deux questions ont été abordées à savoir la construction du mausolée de Chérif Sidy Ahmed Khoureychi sis à l'Île Sud de Saint Louis. Ce mausolée vieux de plus de deux siècles sera réhabilité après concertations avec Serigne Mountakha Mbacké. L'autre point portait sur le choix de la date de célébration de la journée dédiée à ce descendant du Prophète Mohamed Psl. Il a été retenu la date du 4 Septembre de chaque année afin que nul n'en ignore.

Saint Louis, ville mystique qui a reçu de grands hommes restera cette terre d'hospitalité et de recueillement.

En quittant son Irak natal, Sidy Ahmed Khoureychi à la fin des années 1700, poursuivait la noble mission qui consistait à enseigner le Saint Coran et délivrer le message y tenant lieu. Faisant office de prêtre et docteur de loi, le marabout maure tel que décrit dans l'ouvrage « Saint Louis du Sénégal » de Georges Courreges et Fadel Dia, a grandement contribué à la propagation de l'Islam dans la ville tricentenaire. Le descendant du Prophète y créa une famille et fut enterré à son domicile sis à la Rue Ribet x Me Ababacar Sèye au Sud de l'Île. De grands saints ont eu à s'incliner devant sa tombe notamment le Vénéré Cheikh Oumar Foutiyou Tall. Après lui, Cheikh Ahmadou Bamba y séjournera entre la seconde décade du mois d'Août et les premiers jours de

Septembre. L'histoire nous renseigne que le Fondateur du Mouridisme Cheikh Ahmadou Bamba y finit le Khasida Asmaou Akhloul Badri et y commença Assirou Maha Labrari. Des voix concordantes renseignent que c'est dans cette demeure que le Prophète Mohamed Psl, lui apparut et lui accorda sa bénédiction, signe d'élévation spirituelle. Sur place, Cheikh Ahmadou Bamba fut accueilli par Chérif Ndiaye Mounth Diagne, petit fils de Chérif Sidy Ahmed Khoureychi et son descendant, Mouhamadou Diagne Mounth et Soukhna Tègue Balla. De cette demeure, Serigne Touba savait ce qui l'attendait sur la route de l'exil. C'est donc en toute confiance et connaissant toutes les péripéties de son exil salutaire et salvateur pour la Oumah. Le reste est connu et su de tous. Pour autant, l'idée de construire ce mausolée a germé au temps du Khilafat de Serigne Saliou Mbacké. Le 4 Septembre 2006, il ins-



truit Serigne Moustapha Abdou Khadre Mbacké de procéder à la pose de la première pierre.

Le projet est redevenu plus que d'actualité avec la bénédiction suivie de prières de la part de Serigne Mouhamadou Mountakha Mbacké en présence de Serigne Moustapha Akram Mbacké.

Concernant la journée à proprement parler, elle sera célébrée et servira de prétexte au Koloré liant la famille Sidy Ahmed Khoureychi et la

famille de Cheikh Ahmadou Bamba. Un Koloré sans cesse magnifié par Serigne Saliou Mbacké et que ses successeurs, Serigne Mouhamadou Lamine Bara Mbacké Falilou et Serigne Sidy Moukhtar Mbacké ont bien fait de préserver et de consolider. Le Khilafat de Serigne Mouhamadou Mountakha Mbacké, ne sera ni plus ni moins qu'un prolongement des liens séculaires qui ont résisté à l'aune du temps.

MOHAMED GUEYE

MAMADOU RACINE SY, PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'IPRES

«La carte biométrique permettra de lutter contre la fraude»

Les avancées technologiques touchent à peu près tous les segments économiques et l'institution de prévoyance des retraités du Sénégal, vient de réussir une mini révolution marquée par la mise sur pied d'une carte biométrique. Finies donc les queues infinies ou les déplacements longs et coûteux, la révolution numérique est passée par là. La dernière réunion du conseil d'administration présidée par le président Mamadou Racine Sy, a permis d'annoncer cette évolution dans la prise en charge des actifs d'hier. Une réponse aux fraudeurs qui ne cessent d'user de subterfuges pour se faire payer en lieu et place des véritables ayants droits.

Justificatif la séance du conseil d'administration, Mamadou Racine Sy, a renseigné : « l'exercice qui nous réunit est consacré à l'état d'avancement du système informatique qui lie les deux institutions que sont la Caisse de Sécurité Sociale et l'Ipres. Nous avons fait un bilan sans complaisance de l'avancement des travaux. Aujourd'hui, on peut constater qu'il y a des avancées significatives qui ont été faites au niveau de l'immatriculation et de l'enrôlement au niveau du processus auquel on assistait à chaque fois qu'il y a des échéances et ça portait à la dignité ostentatoire de nos retraités et le Conseil d'Administration a pris toute la mesure et c'est l'occasion pour moi de rendre hommage aux administrateurs qui y ont cru et qui ont donné le feu vert à la mise

en œuvre de ce projet. »

Evoquant la vocation des deux institutions, le président du Conseil d'Administration de l'Ipres, a soutenu : « les deux font partie de la même famille et ce projet aura le mérite de les rapprocher et c'est un point positif. Les deux directeurs généraux sont là présents ; je salue leur engagement et celui des équipes opérationnelles qui ont permis d'en arriver à ce stade. Vous pouvez immatriculer en ligne avoir vos attestations en ligne avoir tout ce que vous voulez en ligne sans vous déplacer dans les agences et véritablement, c'est une révolution.

Mesurant le temps d'adaptation, Mamadou Racine Sy, a signifié : « c'est une véritable révolution car il n'y aura plus de queux et la première étape



sera gratuite puisque la carte biométrique aura la photo et des informations sur la personne qui pourra par la même occasion se faire payer dans les différents guichets. L'avantage de la carte biométrique permettra de lutter contre la fraude car des centaines de millions de francs de pensions sont payés indument. Il s'agit en l'espèce d'un projet gigantesque qui va changer la vie des retraités. Il y aura par-

tage d'informations entre ces deux institutions qui vont assurer ensemble l'immatriculation et sur le plan comptable chaque retraité sera suivi sur le territoire national. Je rappelle aussi que l'engagement du Chef de l'Etat qui a souhaité la modernisation et d'ici 2 mois, ils auront leur carte biométrique ce qui mettra fin aux nombreuses queux.

ABDOU WALLÔU